



RÉUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES

ACCRA, 18 JANVIER 2005

MEMORANDUM

**LE CONCEPT « PAYS-FRONTIÈRE »
OU L'INTÉGRATION DE PROXIMITÉ**

Secrétariat Exécutif
Abuja, janvier 2005

1- Le processus de renforcement de l'intégration régionale prend une nouvelle dimension avec l'entrée en scène de nouveaux acteurs à savoir les populations des localités frontalières. En effet, de plus en plus des dynamiques transfrontalières se développent dans des espaces de partages communs. Les populations qui y vivent prennent quotidiennement des initiatives pour une gestion concertée des frontières.

2- De part et d'autre de la frontière, dans une bande d'une vingtaine de kilomètres il est courant de voir les populations partagées en commun et de manière informelle des infrastructures de santé, d'éducation, des marchés.

3- Toutes ces initiatives concourent au renforcement de l'intégration régionale qu'ambitionne la CEDEAO.

4- Cependant, les enquêtes réalisées sur le terrain ont révélé que ces initiatives étaient éparpillées et peu connues. Ils ne disposaient pas suffisamment de relais institutionnel aux niveaux national et régional. D'où l'idée de coopération frontalière. La République du Mali qui a très tôt compris l'importance et l'intérêt de cette approche a engagé conjointement avec le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et ENDA-Diapol une réflexion sur la problématique des frontières impliquant certains acteurs locaux, la société civile, les structures étatiques, la CEDEAO et l'UEMOA en vue d'en faire un outil de promotion de l'intégration régionale.

5- Il est heureux de constater que l'initiative Malienne fait du chemin car le Secrétariat Exécutif, le Club du Sahel, la Direction Nationale des Frontières du Mali et ENDA-Diapol, s'activent depuis un certain temps à cerner tous les contours du concept «pays-frontière ». Le présent Mémoire fait la genèse de ce concept, dégage son contenu et des propositions dans la perspective de son opérationnalisation.

Genèse

6- Cette approche novatrice du processus d'intégration régionale a été mise en avant pour la première fois au début des années 2000 par Monsieur Alpha, Oumar Konaré, Ancien Président du Mali sous le label « Pays Frontalières qui partagent un même espace géographique que les barrières physiques n'ont pu en réalité diviser. Ceci marque le début du processus de conceptualisation de la notion de « pays-frontière ». Ainsi, successivement en Mars et Mai 2002 à Sikasso puis à Accra des rencontres d'Experts et des Chefs d'Etat Ghanéen et Malien ont permis de mieux appréhender les réalités des localités frontalières, de partager différentes expériences -de la coopération transfrontalières et de parvenir à la conclusion suivante:

- A partir des espaces frontaliers communs, il est désormais possible d'améliorer les circuits de commercialisation des produits agricoles et halieutiques.
- De mettre en œuvre un programme intégré de santé publique améliorant l'accès aux soins des populations situées de part et d'autre des frontières.
- De partager un marché frontalier
- D'entreprendre un travail permanent de médiation et de prévention des conflits par les Associations de jeunes vivant dans les zones frontalières et qui se côtoient quotidiennement.

7- Convaincu de la validité de cette approche pragmatique du processus d'intégration régionale et surtout de l'existence des potentiels d'intégration que représentent désormais les zones frontalières et ceux qui y vivent, le Secrétariat Exécutif de la CEDEAO s'y est impliquée.

8- Ainsi, il a pris l'initiative d'organiser du 27 au 29 Octobre 2004 à Abuja en collaboration avec le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest un atelier sur le thème : Frontières et Intégration Régionale ».

9- L'atelier a réuni une soixante de participants venant des localités frontalières de la sous-région. Il a abouti entre autres à l'adoption d'une déclaration commune sur la coopération transfrontalière au service du processus d'intégration.

10- A cet égard, conforté par le contenu et la richesse des débats et l'évidence du rôle vital des acteurs locaux, le Secrétariat Exécutif de la CEDEAO et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest sont convenus de renforcer leur coopération par la formulation d'un Programme d'initiatives transfrontalières.

11- Le PIT est un Programme du Secrétariat Exécutif de la CEDEAO visant à mettre la Coopération transfrontalière au cœur du processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest et de la promouvoir en tant qu'outil d'intégration au service des populations.

12- Ainsi, le 20 Novembre 2004, s'est tenue à Paris, la réunion technique regroupant la CEDEAO, le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, la Direction Nationale des Frontières Mali, ENDA-Diapol autour du programme d'initiatives transfrontalières.

13- A cette occasion, les objectifs spécifiques du programme d'initiatives transfrontalières ont été définis. Ils s'articulent sur cinq éléments :

- L'élaboration d'une convention sur la coopération transfrontalière dans l'espace CEDEAO pour permettre aux collectivités locales frontalières de conclure des accords de coopération entre elles.
- La vulgarisation des initiatives transfrontalières dans tous les Etats membres de la CEDEAO
- La formulation et la mise en œuvre de projets pilotes transfrontaliers
- Le renforcement de la coopération avec le mouvement transfrontalier européen.

CONTENU DU CONCEPT

14- Les recherches de terrain réalisées par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, la Direction Nationale des Frontières du Mali et Enda-Diapol au niveau des villages frontaliers, ont mis en évidence, de nombreuses possibilités d'instrumentalisation d'une politique d'intégration de proximité à partir des frontières.

15- Ainsi, on cite le cas de villageois d'un pays qui cultivent des champs qui sont réputés situés dans le pays voisin. Il y a également le cas d'enfants d'un pays poursuivant leur scolarité dans le pays voisin, la fréquentation d'un équipement public étranger peut également se produire dans le domaine de la santé. Cela peut résulter de l'état de l'équipement sanitaire localement plus avancé dans un pays que dans l'autre ou de la réputation d'une personne qui attire au-delà de la frontière. On a cité le cas de patients d'un village Malien qui allaient se faire soigner à Djibo au Burkina Faso parce que la formation sanitaire de Djibo disposait d'un chirurgien réputé.

16- Dans le domaine du commerce, on a beaucoup entendu parler de la fréquentation des marchés frontaliers par les populations résidant dans le pays voisin. C'est le cas du marché sous-régional de Diaobé situé au Sénégal. Il existe partout un système et un calendrier de marchés.

17- Le long des frontières s'ajoute le déplacement transfrontalier de troupeaux, sous la forme de transhumance. Bien d'autres exemples foisonnent dans la sous-région. Ils sont tous révélateurs de la solidité des liens socio-culturels et économiques qui unissent les populations frontalières.

CONCLUSION

18- Parallèlement aux efforts entrepris dans le cadre de la CEDEAO, les Etats membres développent d'autres formes de coopération renforcées sur certains sous-espaces.

19- En outre, d'autres acteurs notamment les collectivités territoriales intra-étatiques expérimentent quotidiennement divers types de collaboration qui concourent, elles aussi à l'intégration régionale. Tous ces efforts se complètent et peuvent produire des effets positifs d'autant plus importants qu'ils soient étroitement coordonnés.

20- La CEDEAO qui s'est déjà appropriée de l'initiative Malienne demeure l'organisation régionale de référence en Afrique de l'Ouest chargée de dépasser tout clivage tant au niveau des Etats membres que des populations est mieux indiquée pour prendre en charge le concept « pays-frontière » et d'en assurer son opérationnalisation pour les années à venir, car il intéresse toutes les dimensions du processus d'intégration régionale.

21- A cet égard, le Secrétariat Exécutif de la CEDEAO demande à la réunion des Ministres des Affaires Etrangères d'approuver les propositions suivantes :

22- L'introduction du concept « pays-frontière » dans l'agenda de la CEDEAO.

23- La convocation par le Secrétariat Exécutif d'une réunion des Experts de l'Administration du Territoire des Etats membres de la CEDEAO en vue d'élaborer un projet de convention de coopération transfrontalière à l'échelle de la CEDEAO qui permettrait aux collectivités locales frontalières de travailler directement sur des sujets d'intérêt commun. Cette réunion examinera également les modalités pratiques de création d'un Observatoire des « pays-frontière » proposé par la République du Mali. Une telle démarche à l'avantage d'associer tous les Etats membres de la CEDEAO à la réflexion mieux à la prise de décisions qui les engageraient.

24- L'identification, la formulation de projets pilotes transfrontaliers sur la base d'un processus participatif impliquant la CEDEAO les acteurs locaux et les partenaires au développement

25- La vulgarisation du concept « pays-frontière» dans tous les Etats membres de la CEDEAO en vue de palier le déficit d'information

26- La création d'une Association des Régions et des Villes frontalières de l'Afrique de l'Ouest. Celle-ci pourrait servir de cadre de concertation et de dialogue des acteurs locaux. Compte tenu de sa dimension régionale, la CEDEAO pourrait prendre l'initiative d'organiser la réunion constitutive de cette Association. Elle lui accorderait par la suite, le statut d'observateur.